

# MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel | 20 mai 2011

N° 39

500 FC

## Le gouvernement à l'oeuvre pour réhabiliter la voirie urbaine

**Les travaux ont démarré depuis deux mois pour la remise en état de 22 km de routes en ville. Principal problème : gérer l'écoulement des eaux que les conducteurs construits par les Belges, non entretenus tout comme les caniveaux, ne peuvent pas toutes canaliser.**

Depuis le 14 mars, le conseiller principal du chef de l'Etat en matière d'infrastructures, Kimbembe Mazunga a lancé les travaux d'asphaltage de la voirie urbaine de Kisangani sur le boulevard Lumumba, axe compris entre le gouvernorat de Province et l'Institut Maele. Au total 22 km de routes seront goudronnés en deux phases sur deux ans : 12 km en 2011 et 10 en 2012.

Les travaux seront exécutés par une entreprise chinoise. La route sera élargie à 14 m (8 m pour la chaussée et 3 m de part et d'autre pour les piétons). Ces routes diminueront les embouteillages, les inondations des maisons le long de la route et les eaux stagnantes. Le bitume proviendra du Bas Congo via Kinshasa où est implantée la raffinerie de pétrole. Certaines bâtisses seront détruites et les propriétaires légaux indemnisés. Mais la population ne semble pas encore avisée.

Les communes Kisangani et Lubunga ne sont pas concernées par ces deux phases. Selon l'ingénieur Maron Tunda de l'Office des Voiries et drainages (OVD), sur demande du président de la République, des études sont faites pour les tronçons PK 6 route Bangboka dans la commune Kisangani jusqu'à la rivière Lindi, le boulevard Hassan II, les avenues Opala et Kasavubu jusqu'à l'entrée du Camp Lukusa dans la commune Lubunga.

### Crainte de dépassement de délai

Sur le terrain, seuls des caniveaux sont jusque là tracés sur le boulevard Lumumba entre l'Institut Maele et le gouvernorat après plus d'un mois de lancement. Un curieux trouvé sur le lieu craint la rupture de financement. Cette crainte rejoint celle de beaucoup d'autres habitants qui pensent qu'il s'agit d'actions électoralistes. "Les Boyomais vivront la première route asphaltée d'ici le 30 juin", rassure l'ingénieur Maron. Le 7 mai, le gouverneur de province a remis des motos et véhicules d'assainissement, des camions de forage, un bac de traversée, des jeeps... et autres accessoires à l'OVD et à l'Office des Routes (OR). Trois ponts sont jetés dans la commune Kabondo devant l'Institut Chololo.

### Entretien permanent

Les colons belges ont laissé 70 km de routes goudronnées et 300 km environ en terre battue. "Actuellement 95% des routes en terre battue sont dans un état de dégradation avancée ou ont parfois disparu", affirme Raphaël Bwana Chui, ingénieur à la mairie de la ville. Aucune de ces routes n'a été réhabilitée depuis l'indépendance. Entre 1989 et 1991, le président Mobutu avait construit, sous le gouverneur Salumu Amisi, environ 6 km de routes dans la ville : avenue Victimes de la rébellion, aux alentours du marché central... "Je quittai l'église Christ Roi de Mangobo jusqu'à Makiso à pied sans poussière sur mon passage", se rappelle nostalgique, Gilbert Liselele, un sexagénaire habitant la commune de Mangobo.

Selon l'ingénieur Maron Tunda Oleko Kimbuli, chef de département technique de l'office de voirie (OVD) urbaine de Kisangani : "L'eau est le premier élément destructeur des infrastructures routières". C'est ainsi que les colons avaient



Pont en construction devant l'Institut Chololo Pedacom. © Mongongo

construit trois grands collecteurs (Jubujubu 1, 2 et 3) qui canalisent les eaux dans le fleuve. "Ces collecteurs ont été construits pour évacuer des eaux qui tombaient dans la ville à partir des toitures d'un nombre de maisons limité", précise l'ingénieur R Bwana Chui.

Mais ces collecteurs sont débordés et bouchés à la suite de l'accroissement démographique de la ville, des constructions anarchiques sur des conduites, des ordures et immondices qui y sont jetés et surtout du manque d'entretien des caniveaux. Les eaux jaillissent sur la chaussée et en précipitent la dégradation. En plus de ces canaux, "les trois rivières Makiso (3 km), Kongakonga (7 km) et Kabondo (6 km) nécessitent un aménagement ou une reconstruction en maçonnerie parce qu'ils constituent des voies pour l'évacuation", estime l'ingénieur Bwana Chui.

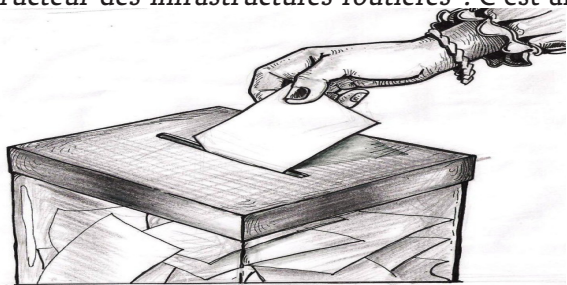
David Malisi et Gabriel Famaba

### Les rues concernées par les travaux

Phase 1 : Le boulevard du 30 juin du rond-point du canon jusqu'à la Clinique Stanley, l'avenue général Mulamba à partir du rond point du Canon au rond-point SGA en prolongeant sur l'avenue de l'Eglise devant la Banque Centrale. La commune Tshopo en bénéficiera aussi par l'avenue qui passe devant le stade Lumumba, paroisse St Joseph pour se déverser au rond-point de la 15<sup>ème</sup> avenue Tshopo. L'avenue de l'OUA qui va à Mangobo en passant par le bureau communal jusqu'à la Paroisse Christ Roi.

Phase 2 : Dans la commune de Kabondo, la route «TP» jusqu'à la 18<sup>ème</sup> avenue. Le boulevard Mobutu qui part de l'Immeuble Lengema au Camp Ketele. Le rond point Sodiaz à la paroisse Bienheureuse Anuarite.

D.M. et G.F.



Caricature Mongong.

## Plus d'électeurs inscrits mais peu de contrôles de leur identité

**Les attestations de pertes de pièces sont désormais délivrées gratuitement dans les communes. Le nombre d'inscrits augmente mais la société civile s'inquiète du manque de contrôle de l'identité des requérants.**

Depuis début mai, le gouverneur de province a instruit tous les bourgmestres de délivrer gratuitement les attestations de perte des pièces aux habitants pour qu'ils aient accès aux centres d'inscription des électeurs. Ceux-ci sont du coup pris d'assaut. "Je reçois plus de monde qu'avant venant des communes Mangobo, Tshopo avec des attestations", affirme Muredi Donatien, préposé d'identification au centre d'enrôlement de l'EP Lilemo. Cette décision du gouverneur fait suite au faible taux d'enrôlement enregistré par la Ceni. Le manque des pièces d'identité et l'absence de sensibilisation en sont les principales causes. "Les gens viennent de Makiso, route Buta, Ituri. Mais depuis le 9 mai, le stock de ces attestations est épuisé", déclare le chargé de l'Etat civil de la commune Kabondo. Chaque habitant achète son attestation de perte de pièce au marché et vient la faire signer. Désormais 80 attestations sont signées par jour contre moins de 20 avant la gratuité. Même engouement devant le bureau admi-

nistratif de Mangobo envahi en majorité par des jeunes.

### Craintes de non contrôle

Ces attestations sont cependant délivrées ou signées sans contrôle préalable des identités du requérant (nationalité, adresse, commune...). Les habitants vont dans les communes où les procédures sont les plus rapides. Certains chefs de bloc et de quartier se contentent d'apporter à l'Etat civil communal la liste des personnes qui sollicitent l'attestation. "Les chefs de quartiers et d'avenue devraient plutôt nous aider à identifier si le requérant habite effectivement dans son entité", estime le préposé à l'Etat civil de Kabondo. Un de ses collègues lui craint une fraude.

Le 10 mai dernier, au cours d'une rencontre de restitution de 8<sup>ème</sup> forum national des Ong des droits de l'homme à la salle de conférence de la Monusco, les acteurs de la société civile ont émis des craintes de voir des étrangers s'enrôler. Le

(suite à lire page 2)

### A LIRE EN PAGE...

**1** - Le gouvernement à l'oeuvre pour réhabiliter la voirie urbaine  
- Plus d'électeurs inscrits mais peu ...

**2** - Les vaches dévastent les maisons et les champs  
- Les étudiants peinent à vivre à la cité

**3** - Des dépôts d'essence côtoient des habitations en toute illégalité  
- Très nombreux «dons» des politiques. Qui paye ?

**4** - Serkali imeanza kutengeneza njia ya mji Kisangani  
- Mobeko mopekisi bibombelo essence pene na ndako

Ces articles relèvent de l'entière responsabilité de Syfia International et, en aucun cas, de l'UNIKIS



**Quartier Kapalata****Les vaches dévastent les maisons et les champs**

**Depuis près de deux ans, les éleveurs et cultivateurs se regardent en chiens de faïence au quartier Kapalata. Les vaches des éleveurs broutent les produits des champs des paysans et détruisent leurs maisons. Certains habitants excédés déménagent ou tuent les vaches. La tension est forte.**

Selon Alphonse Bawe, chef de quartier, depuis début 2010, 39 maisons en terre battue et couvertes de paille ont été détruites par les vaches et abandonnées par leurs habitants. *“En février dernier, les vaches ont détruit mon champ de maïs et de canne à sucre la nuit”*, se lamente une maman au quartier Kapalata (7 km) sur la rive droite de la rivière Tshopo sur la route Banalia. De nombreux champs sont aussi broutés par les vaches, ce qui contraint les paysans à cultiver plus loin.

En effet, depuis près de trois ans, les éleveurs viennent de l'Ituri à pied (700 km) avec des bêtes pour les vendre à Kisangani. Selon Médard Magolo, gérant de l'abattoir public de Mangobo, la ville ne connaît plus de carences en viande bovine depuis 2009 grâce à eux.

Pour garder leurs bêtes en attente des clients, ils se sont installés au quartier Kapalata avec l'accord des chefs locaux. Ces endroits inhabités servent de pâturages afin que les vaches reprennent du poids pour les vendre à un prix intéressant. L'autre raison est que la ville n'a pas de chambres froides appropriées et de courant en permanence pour conserver ces vaches une fois abattues. Mais les éleveurs ne clôturent pas les lieux où broutent leurs bêtes qui divaguent au milieu des habitations et des champs.

**Cohabitation difficile**

*“J'ai assisté le 5 mai dernier à une dispute entre une veuve et les gardes-boeufs parce que leurs vaches ont dévasté son champ”*, déclare Mwinyi Selemani, agent recenseur au quartier Kapalata. Éleveurs et paysans vivent sous tension. La méfiance est grande. Sur les avenues Limboloko et Shuwa, les vaches sont gardées dans des enclos en bambou, mais dévastent les cultures lorsqu'elles se dirigent dans de verts pâturages.

Deux jeunes convoyeurs de boeufs rapportent que les habitants ont tué une vache et blessé 16 autres au mois d'octobre dernier. *“C'est une façon pour nous de protester contre la destruction des produits de nos champs, notre unique activité”* réagit en colère un habitant trouvé devant le bureau administratif du quartier Kapalata. L'habitant, qui a tué cette vache a fait la prison. Selon Savo Bataga, président de l'Association des commerçants fournisseurs de vaches, plus de 20 vaches ont été

tuées par les habitants en guise des représailles depuis qu'ils sont sur ce site.

*“C'est par manque de moyens d'aller ailleurs que nous vivons avec ces vaches qui nous agacent”*, lance une habitante. Les habitants ne comprennent pas cependant pourquoi les autorités politico administratives ne prennent pas des mesures d'encadrement alors que le chef de quartier en fait régulièrement rapport à sa hiérarchie. *“En février dernier l'inspecteur communal du service vétérinaire est venu se rendre compte de la situation mais jusque là aucune solution”*, regrette



Un troupeau de vaches sur la route Buta au niveau du quartier Kapalata. © Mongongo

Yaya Kindia chef adjoint. Pourtant selon le chef Alphonse Bawe, dans le même quartier, le Président de la République a une ferme qui est clôturée.

Odette Kaseka

**Les étudiants peinent à vivre à la cité**

**Les étudiants qui ont quitté leurs homes du campus en cours de réhabilitation ont du mal à s'adapter à la vie de la cité. Ils doivent payer l'eau, l'électricité, le loyer; alors qu'à l'université où ils avaient tout pour 1\$ par mois. Ils ont pris d'autres habitudes et ont du mal à préparer avec des braises et étudier avec des lampes tempêtes...**

Depuis mars, l'université de Kisangani qui réhabilite les homes des étudiants (B1 des filles et B2 des garçons) sur financement du gouvernement central a décidé de déloger les pensionnaires. Les travaux dureront entre 7 et 12 mois. Une somme de 50 \$ a été remise à chacun pour trouver un logis à la cité. Certains étudiants et étudiantes sont partis dans les familles d'accueil, d'autres se sont regroupés pour louer des maisons. La plupart de ces maisons sont inachevées faute d'argent des propriétaires, mais coûtent un peu moins chères. Elle sont, exiguës, manquent d'eau et d'électricité. D'autres louent des maisons en terre battue pour rester près du campus. Pas facile pour ces étudiants habitués au courant 24h/24, à l'eau gratuite de la Regideso, à préparer avec des réchauds. Cela les change aussi de la vie communautaire, du calme au campus, de la liberté de gérer leurs horaires. Au campus, ils étaient sûrs de la sécurité des biens, comptaient sur la solidarité pour manger... Alors qu'à la cité, tout le monde va au cours, personne ne garde la maison et ils doivent acheter des braises,

(suite de la une)

chargé de communication de la CENI invite la population, les associations, mutualités et Ong locales à observer de près les listes électorales pour débuis-



Les agents de la CENI chôment dans un centre d'inscription à Alibuku. © Mongongo

quer les étrangers, les militaires, les policiers... Depuis le début des opérations d'enregistrement des électeurs, les témoins des partis politiques et les observateurs de la société civile sont rares. Tous n'ont pas des moyens de les prendre en charge. Ce qui inquiète la CENI.

Actuellement, ils payent le juste prix pour leur hébergement, ce qui n'était pas le cas au campus où le loyer est pratiquement symbolique : 1\$ par mois pour le loyer, l'eau l'électricité, la sécurité. Un montant ridicule face aux coûts de fonctionnement et d'entretien des homes et qui pousse les étudiants à s'entasser à 4 ou 6 dans des chambres prévues pour deux. Le manque d'entretien suffisant et cette occupation excessive, expliquent l'état délabré de plusieurs homes.

**Des conditions plus difficiles**

Dans l'enceinte de la Sorgerie, une ancienne fabrique des savons, douze étudiants répartis en quatre chambres habitent gratuitement l'ancien bâtiment du centre de santé. *“Nous utilisons l'eau de la source à côté du fleuve, l'électricité nous arrive occasionnellement”*, explique Thierry Wele, l'un d'eux. Ils parcourent près de 2 km pour arriver au cours. Tous n'ont la chance de loger gratuitement et font face aux bailleurs qui exigent 6 à 10 mois de loyer de garantie alors que la

loi en prévoit trois. Au bloc Météo voisin, un peu plus loin 8 étudiants (filles et garçons) partagent les 4 pièces. Chacun cotise 15 \$ par mois. *“Nous payons l'eau et l'électricité. Nous utilisons les lampes tempêtes pour lire la nuit. Nous sommes également embêtés par les prêches et chants des églises”*, se plaignent-ils. Selon une étudiante finaliste en Droit, *“le gouvernement devait construire ou aménager un autre site avant de réhabiliter, et larguer les étudiants dans la nature”*.

Le gouverneur de province a cependant décidé d'allouer un montant de 20 000 \$ par mois pour le logement de ces étudiants. Mais certains craignent que cette promesse ne soit pas tenue régulièrement. *“Une décision politique qui n'entre pas dans le budget de l'Etat est peu rassurante”*, estime un enseignant de l'Unikis. Le recteur de l'université, le professeur Faustin Toengao demande lui aux étudiants de consentir ce sacrifice car c'est le prix à payer pour la modernisation de ces homes.

Armand Makanisi

**Mobilisation de décideurs et leaders d'opinion**

De son côté, le gouverneur s'est rendu à Ubundu (125 km) et Buta (400 km) accompagné des députés du coin pour sensibiliser les habitants à s'enrôler massivement. *“Il est inconcevable que dans le territoire le plus proche de Kisangani les gens ne s'enrôlent pas”*, affirme Damas Esole, chargé de communication du gouverneur. Pour sa part, l'archevêque de Kisangani (Église Catholique), Monseigneur Marcel Utembi, a invité les fidèles à s'enrôler en nombre, comme lui-même l'a fait au centre Maele. Il saisit l'opportunité de ses homélies et visites pastorales pour passer le message. *“C'est un devoir civique. Allez obtenir votre carte d'électeur”*, dit-il

Ernest Mukuli

**A Alibuku, un centre d'inscription revendiqué par deux entités**

À Alibuku (environ 40 km), le centre d'inscription se vide à cause du conflit de limites territoriales entre la collectivité secteur de Lubuya Bera et le territoire de Bafwasende. Chaque entité revendique le droit d'administrer le groupement Bevenzeke, rattaché par le ministère de l'intérieur au territoire de Bafwasende, alors qu'en 2006, les habitants de ce groupement se sont enrôlés dans la collectivité secteur Lubuya Bera. Selon la Ceni, ce conflit est du ressort du ministère de l'Intérieur qui donne la subdivision territoriale du pays. Le centre d'inscription d'Alibuku a été ouvert avec deux semaines de retard. *“De 72 personnes enrôlées le premier jour, le centre atteint difficilement 30 personnes par jour actuellement”*, déclare Amundala Felix, président du centre. Les habitants des villages entre PK 24 à l'entrée de cette route jusqu'à Alibuku (13 km de la route Banalia) refusent de s'enrôler malgré la sensibilisation du chef de ce groupement par mégaphone. Plus de 5000 électeurs sont attendus. Les populations seraient tiraillées entre les futurs candidats.

E. M.



# Des dépôts d'essence côtoient des habitations en toute illégalité

**Stocker du carburant dans les maisons ou à proximité accroît grandement les risques d'incendie. Pourtant, à cause des pénuries répétées, beaucoup de gens s'improvisent revendeurs de produits pétroliers qu'ils conservent n'importe où sans précaution. Le gouvernement tarde à réagir.**

En mars dernier, pendant plus d'un mois, la ville a connu une pénurie de carburant. Le litre d'essence est alors passé de 1300 fc à 3500 fc (1,4 \$ à 3,9 \$). Depuis quatre ans, le gouvernement provincial et la SEP CONGO n'arrivent pas à maîtriser la forte demande en carburant liée à l'afflux des véhicules et à l'approvisionnement des provinces et localités voisines (Maniema, Buta...). Les ruptures de stock sont fréquentes.

La rareté a ainsi fait de l'essence un commerce lucratif. Les autorités politiques et militaires et beaucoup de gens se sont improvisés revendeurs, communément appelés Kadhafi. "Sur 494 dépôts de stockage de produits pétroliers tenus par les Ong, l'Église, les entreprises, les commerçants (Kadhafi), seuls 13 répondent partiellement aux normes", informe la division des hydrocarbures. De nombreux autres sont des conteneurs ou des dépôts en bois, installés à côté des habitations et des cabines électriques en plein centre-ville, comme au rond-point du canon. En septembre dernier, un habitant a saisi la police pour obtenir de ses voisins (Kadhafi) un document prévoyant son dédommagement en cas d'incendie, mais sans succès. "Nous ne pouvons pas nous substituer à la société d'assurance", a rétorqué l'un d'eux brandissant son permis de stockage.

## Des lieux de stockages peu sécurisés

À ce rond-point, quatre petits dépôts avec 10 fûts en moyenne sont situés près d'une cabine de haute tension de la Snel, proche des boutiques et des maisons d'habitations. Trois grandes stations-services sont aussi installées dans ce périmètre. Ces petits dépôts poussent un peu partout dans les grands carrefours de la commune Makiso. On en trouve 20 aux alentours du marché central. Certains stockent dans leurs maisons.

De nombreux incendies enregistrés ces derniers temps sont causés ou aggravés par le carburant. Selon le commandant de la police des hydrocarbures, les victimes n'avouent cependant pas la présence de l'essence dans la maison craignant d'être incriminées. "Toute la maison est avisée, nous n'utilisons jamais de lampes

tempête encore moins des bougies", se justifie Alexandre, un revendeur. Pourtant, selon l'arrêté du ministre de l'énergie du 15 octobre 1997, le stockage des produits pétroliers en parc ou hangar, en citerne aérienne ou souterraine, doit répondre aux conditions non limitatives ci-après : infrastructures situées en dehors des agglomérations ; endroit suffisamment aéré ; dispositif de sécurité et anti-incendie. Le service des hydrocarbures ajoute que, selon la loi 060 du 7 octobre 2006, la maison doit être construite en matériaux durables avec une toiture en béton armé pour éviter la propagation du feu en cas d'incendie.

## Laxisme des autorités

Mais actuellement, le permis de stockage est délivré sans enquête préalable de la division des hydrocarbures. "Je viens d'acheter les documents me permettant de faire librement mon travail", déclare Kirongozi, un Kadhafi. "Souvent des officiers de l'armée et de la police et parfois des politiques se font passer pour propriétaires de ces dépôts illégaux", déclare un agent de la division des hydrocarbures. Pour Dieudonné Tungulo, chef de division des hydrocarbures, la plupart des Kadhafi stockent les carburants dans leurs maisons et aucune loi n'a autorisé ses agents à procéder aux contrôles dans ces maisons. Son service vient cependant d'initier un arrêté interdisant de stocker les produits pétroliers dans des maisons, autour des marchés et parkings. "Le conseil de ministre en a été déjà été informé, cet arrêté sera publié à la fin de ce mois de mai", affirme Jeanne Shuwa, ministre provinciale des Hydrocarbures. En mars dernier lors de son interpellation à l'Assemblée provinciale, elle a indiqué que, parmi les gens qui ne veulent pas respecter les normes exigées dans ce secteur, on trouve les politiques et officiers militaires. "Nous avons déjà instruit la division des hydrocarbures de ne plus délivrer de permis de stockage des produits pétroliers. On ne peut pas exposer les vies humaines à cause des intérêts d'individus", martèle J. Shuwa

Christian Uzilo

## Territoire d'Isangi

# Très nombreux «dons» des politiques. Qui les paye ?

**De plus en plus de politiciens regagnent leurs terroirs et distribuent des cadeaux pour acheter des voix. Des dons sans commune mesure avec leurs salaires.**

Parmi les hommes politiques, c'est à qui se montrera le plus "généreux dans le territoire d'Isangi ! Personne ne refuse leurs cadeaux. Pour la population, c'est l'occasion de récupérer ce qu'ils n'ont pas eu pendant les cinq ans du mandat de leurs élus qui sollicitent à nouveau leurs suffrages. "Nous prenons, mais nous irons confondre leurs illusions dans les urnes", confirme un enseignant présent à l'un des meetings.

Les élus ou hommes politiques se succèdent, distribuant sans compter argent et fournitures diverses sans que personne ne sache d'où proviennent tous ces dons que leur seul salaire ne peut payer. Le 30 avril, le conseiller du ministre de la Défense nationale, Blaise Baise, a annoncé avoir remis à la Caritas 1.000 \$ pour fabriquer 100 bancs de l'Institut Supérieur Pédagogique ISP/Isangi ; 2 000 \$ pour achever les travaux de la reconstruction du bureau de l'Institut Lomami. Il a distribué des machettes, des bêtes, des houes, envoyées par son ministre pour l'entretien des trois routes de desserte. Il a promis de raccorder l'hôpital général en eau...

Le 28 avril, c'était Simon Ikenge, ministre honoraire de la Fonction publique transporté sur une chaise "Tipoy" sur environ 3 km au rythme de la fanfare et des danses folkloriques scandant : "mwana na biso ayei, topesa ye maboko", (notre fils est là, soutenons le). Dans son adresse au stade Mabruki, il a présenté le club "ami de papa Ikenge" qui regroupe les

enseignants, le personnel soignant, les vendeuses, même certains responsables d'Églises. "Je me suis battu pour les agents et fonctionnaires de l'État". Il a appelé la population à voter Joseph Kabila. Simon Ikenge a passé plus d'un mois en tournée dans les chefferies de Bolomboki et Baluola mbila pour annoncer sa candidature à la députation nationale. Jacques Bonyoma, député national élu d'Isangi lui a remis à l'hôpital général de référence un appareil d'échographie. Dans son discours tenu au personnel médical et à la foule, il a dit être parmi les meilleurs politiciens défenseurs de ce territoire à Kinshasa. Il a appelé les populations à soutenir sa candidature pour qu'il parachève, selon lui les projets qu'il a pour Isangi notamment l'implantation d'une chaîne de télévision. "Je voulais savoir l'origine de cet appareil qu'il nous amène, mais on nous a refusé de poser des questions", déclare l'un des participants, surpris de l'arrivée d'une telle machine aussi coûteuse. Une semaine avant, c'était le député Bolengenge, questeur de l'Assemblée nationale qui a invité la population à s'enrôler massivement et voter pour Joseph Kabila. Il a donné 1 million de fc à l'assistance. Quelques mois auparavant, ce député national avait remis une vingtaine de motos et plus de 250 vélos aux responsables des Églises, de l'enseignement, aux chefs des groupements et a doté les 54 groupements de postes téléviseurs avec antennes paraboliques. Autant de dons, dont l'origine n'a pas été clairement expliquée.

## La société civile et l'opposition mettent en garde

Du côté des partis de l'opposition, les choses bougent timidement. Pour la toute première fois, depuis avril dernier, le drapeau de l'Union pour la nation congolaise (UNC) flotte à Isangi. "J'ai vu plusieurs drapeaux de l'UNC dans les villages et j'étais étonné", raconte une autorité locale de retour d'une mission de service. "Nous savons bien qu'ils tentent d'acheter la conscience des électeurs, mais nous sommes rassurés qu'ils seront déçus car la population est déterminée cette fois-ci" pense Modeste Gelamba, président de l'UNC/Isangi.

"Tous ces discours et dons n'ont que des visées électoralistes", estime le pasteur d'une Église. "On nous demande de voter pour les gens à qui nous avons donné mandat lors des élections passées sans nous dire clairement ce qui a changé chez nous", s'interroge Marie, élève d'une école située à 25 km d'Isangi centre.

Dans son homélie le dimanche 8 mai, Mgr Camile Lembi, évêque du diocèse d'Isangi a indiqué que "2011 'est l'année de tous les enjeux. Les fidèles doivent témoigner la vérité en évitant d'élire les gens à cause des cadeaux." La coordination de la société civile pense plutôt que les politiciens devraient consentir plus d'effort pour un enrôlement massif des électeurs qui avance timidement.

Joseph Bassay

## Communique du ministère de la défense nationale et des anciens combattants

Le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants porte à la connaissance des candidats civils (garçons et filles) désireux de participer au concours d'admission à L'Académie Militaire de Kananga « ACAMIL », ex Ecole de formation des officiers « EFO » que les inscriptions auront lieu à Kinshasa et dans tous les chefs lieux de provinces (voir Etat Major de Régions Militaires) du 07 mai au 03 juin 2011, de 08h00 à 15h00 au bureau T3.

Les candidats au concours devront répondre aux conditions suivantes :

- 1) Etre de nationalité congolaise ;
- 2) Détenir au moins un diplôme d'Etat ;
- 3) Etre âgé de 18ans au moins et de 25ans au plus, au jour du concours ;
- 4) Etre physiquement et mentalement apte ;
- 5) Réussir dans les quatre épreuves du concours d'admission (épreuve médicale, physique, psychotechnique et de connaissance en langue française, en mathématiques et de culture générale) et être classé en ordre utile ;
- 6) Etre célibataire et sans enfant ;
- 7) Fournir un certificat de bonne conduite, vie et mœurs.

## Message de condoléances de l'Observatoire des Medias Congolais (OMEC)

L'observatoire des medias congolais OMEC coordination de la Province Orientale à Kisangani présente ses condoléances les plus émues à l'Agence Congolaise de Presse (ACP)/Province Orientale, à la suite de la mort inopinée de son journaliste chevronné François TOKUMBE WAWUNA connu sous le pseudonyme de TOWALIS, mort survenue le 13 mai 2011 à L'Hôpital General de Référence de Kabondo.

La presse de la Province Orientale perd un chevalier de la talent qui, non seulement a presté à l'ACP, mais aussi dans plusieurs journaux tant de Kisangani, de Kinshasa, du district de l'Ituri que de la Province du Nord-Kivu.

Que la terre de nos ancêtres lui soit douce et légère.

Gilbert Risasi Coordonateur OMEC/P.O

**Pour vos communiqués, publicités, messages,... contactez nous sur 1/A, Avenue Colonel Tshatshi, Commune de la Makiso à côté de BEGO CONGO ou écrivez nous au journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr, soit, appelez nous au 085 338 93 25, 081 513 55 11**



# Serkali imeanza kutengeneza njia ya mji Kisangani

**Kazi ya kutengeneza 22km ya njia ilianza mwezi wa inne. Ila ni kazi ngumu : mifereji iliyojengwa na wabeleji haipitishie tena maji sababu ya kukosa kusafishwa kwa siku nyingi sasa)**

**K**imbembe Mazunga ni conseiller wa raisi katika mambo ya ujenzi. Tarehe 14 mwezi wa tatu uliopita alifungua rasmi kazi ya kutia goudron kwenye boulevard Lumumba, barabara itokayo ofisi ya liwali mpaka Collège Maele. Kwa jumla, kazi itafanyika katika vipindi viwili : km 22 imepangwa kutiwa kabulimbo



Travaux préparatifs de la réhabilitation de la voirie urbaine. © Mongongo

(goudron) mda wa miaka miwili ijayo : km 12 mwaka 2011 pamoja na km 10 mwaka kesho. Kwa upana wa meta 9 barabara na meta 2 pande zote kwa ajili ya watu wa miguu. Inasemekana kama barabara hizo jitapunguza embouteillages, mafuriko ya maji (inondations) njiani pamoja na viziwa vya maji (flaques d'eau).

Kazi yenyewe itafanywa na kampuni moja ya kichina (entreprise chinoise). kabulimbo (goudron) itaanza kutoka Bas-Congo na kupitia mji Kinshasa mbele ya kufika mjini Kisangani. Baada ya pale manyumba itakusudiwa kuvunjwa, lakini mpaka leo rahia hawajui lolote.

Mitaa ya Kisangani na ya Lubunga haihusike na kazi hii. Kwa mjibu wa Ingénieur Maron Tunda wa OVD (Office des Voiries et Drainage, raisi wa jamhuri aliomba études ifanywe nafasi zifatazo : tokea PK 6 njia ya Bangboka katika mtaa wa Kisangani mpaka mto Lindi pia kwanza Boulevard Hassan II, avenue Opala, avenue Kasavubu mpaka maingilio ya Camp Lukusa katika mtaa wa Lubunga.

## Hofu ni wa kuona kazi inachelewa

Karibu mwezi mzima baada ya kazi kuanza, hakuna kilichofanywa isipokuwa tu mi-

fereji kwenye boulevard Lumumba. Watu wameogopa kuona franka kukosekana sababu ya kuendelea utengenezaji wa njia. Wengine wamezani kama yote hii ni kwa sababu za uchaguzi (raisons électorales). “Wakaaji wa Kisangani watajionea : barabara ya kwanza kutiwa lami itamalizika mbele ya le 30 juin” amehakikisha Ingénieur Maron. Tarehe 7 mwezi huu, liwali wa jimbo ametoa vyombo vya kazi kama vile pipiki na gari za kufanya assainissement, gari za kuchimba mashimo ya maji, bac ya kuvuka bahari na kazalika ili OVD iweze kufanya kazi. Vilalo vitatu tajari vimewekwa mtaa Kabondo, mbele ya Institut Chololo.

## Ulinzi wa kudumu

Mbeleji « colon » alijenga barabara km 70 ya lami na 300 ya udongo mgumu. “Leo 95% ya barabara za udongo zimeharibika kabisa na zingine kukosa hata kuonekana” amesema Ingénieur Raphaël Bwana Chui wa mairie Kisangani. Tangu inchi kupata uhuru mwaka 1960 hakuna barabara iliyotengenezwa vipya (réhabilité). Miaka 1989 na 1991, katika utawalo wa marehemu raisi Mobutu, liwali wa jimbo Salumu Amis alitengenesha yapata km 6 : avenue Victimes de la rébellion, upande wa soko kubwa. ... “Tokea paroisse Christ-roi Mangobo mpaka Makiso, ulikuwa ukitembea bila kupatwa na vumbi” amenena mzee Gilbert Liselele wa mtaa wa Mangobo.

Kwa mjibu wa Ingénieur Maron Tunda wa OVD jijini Kisangani : “Maji ni kitu cha kwanza kuharibisha barabara”. ndiyo sababu mkoloni (colons) alijenga mifereji mikubwa mitatu (collecteurs Jubujubu 1, 2, 3) ili kupitisha maji mpaka baharini. “Mifereji hii mikubwa ilijengwa sababu ya kupitisha maji kutoka nyumba chache” amehakikisha Bwana Chui. Leo mifereji yenyewe imepokea maji kupita kipimo na kuziba kufatana na uwingi wa watu, manyumba kiholela (constructions anarchiques), uchafu bila kusahau yalala inayotupwa ndani. Maji yanaposambaa juu kaharibisha barabara. Baada ya mifereji mitatu hii, “Mito kwa jina la Makiso (3 km), Kongakonga (7 km) pia Kabondo (6 km) inaomba kusafishwa na kujengwa pembeni kwa sababu ni mito hii inayosaidiwa maji kupita” amenena Bwana Chui.

David Malisi et Gabriel Famba

## Njia zitakazotengenezwa

Kipindi cha kwanza : Tokea rond point du canon ku boulevard du 30 juin mpaka Clinique Stanley, tokea avenue Général Mulamba ku rond point du canon kupitia rond point SGA mpaka ku avenue de l'Eglise mbele ya Banque Centrale... Mtaa wa Tshopo utapata njia tokea barabara mbele ya stade Lumumba kupitia paroisse Saint Joseph mpaka 15ème avenue Tshopo. Tokea avenue OUA inayoenda Mangobo kupitia Bureau ya commune mpaka paroisse Christ-Roi.

Kipindi cha pili : Mtaani Mangobo, tokea route «TP» mpaka 18e avenue. Boulevard Mobutu mbele ya Immeuble Lengema ku Camp Ketele. Tokea Rond point Sodiaz mpaka paroisse Bienheureuse Anuarite.

D. M. et G. E.

# Mobeko mopekisi bibombelo essence pene na ndako

**Kobomba carburant na ndako to pene na yango ememaka mingi makama ma moto. Nzo-kande, bozanga bwa carburant esali 'te bato mingi bateka biloko bina bazali kobomba o bisika bikoki te mpe na bokebi soko moke te. Naino mbulamatari ezui mikano likolo lya likambo liye te.**

**N**a sanza ya misato eleki, engumba Kisangani ezangaki carburant . Litele yoko etekisamaki na 3.500 fc esika ya 1.300 fc ( 1,4\$ eko-maki na 3,9\$). Eleki mbula minei, mbulamatari ya etuka elongo na SEP CONGO balongaki te koyela carburant engebene na bosenga bwa bato zambi epai mosusu mituka na tukutuku eleki mingi mpe epai mosusu bituka mpe bingumba bizwami pene na Kisangani bizali na bosenga boike ( Maniema, Buta...). Bozangi carburant awa esalemaka noki noki.

Na yango mombongo mwa essence mokomaki mwa litomba linene. Bakonzi ba politikiki , ya basoda na bato basusu bakomaki batekisi baye bakobengaka “Kadhafi”. “Likolo lya bibombelo 494 ya essence bizali o maboko ma masanga(ong, église, entreprises) mpe baimombongo (Kadhafi). Bobebe bibombelo 13 nde bitosi mobeko”, eyebisi bakambi ba division ya hydrocarbures. Bibombelo mosusu bizali nde contenaire to bisika batongi na mabaya pene na ndako to na cabines ya lotiliki kati na engumba ndakisa wana na rond-point du canon. Na sanza ya 9 Movandi moko asengaki na police ‘te soko ndako ya ye eziki na moto, baye bazuami pene na ye (ba- Kadhafi) bakoka kofuta biloko bya ye, kasi bayokaki ye te. “Tokoki kosala mosala mwa sonas te”, elobaki moko wa bango (Kadhafi) amolakisaki mikanda miye mipesi ye ndingisa ya kobomba essence.

## Bibombelo bizangi bokengi bwa solo

Se na rond-point ena, bibombelo 4 na fûts 10 o ebobombelo yoko bitongami pene na cabine ya moto mokasi mwa lotiliki (haute tension) ya snel, pene na boutiques na ndako ya bato. Bibombelo mosusu misato bizwami wana zinganzinga. Bibombelo mike mike bizali kotongama epai na epai o bisika minene nzela ekutani o etando ya Makiso. 20 ezwami pene na zando enene. Bato basusu bazali kobomba essence o ndako ya bango.

Likolo na yango nde makama ma moto mazali kozikisa ndako to kosala ‘te moto mokoba kopela mingi koleka. Mpo na commandant ya pulusu ya hydrocarbure, baye bazwi makama mana bandimaka te ‘te yango esalemi mpo ya essence noki balandela

bango. “Ndako mobimba eyebi, tosalelaka mwinda mwa pitolo to bougie te”, elobi Alexandre, motekisi essence.

Nzokande mokanda mwa ministre atali energie akomaki mwa 15/10/1997 moyebisi ‘te kobomba pitolo mazout to essence esengeli kotosa mitindo miye : ezala o bisika bizwami mosika na bato, bisika bizali na mompepe mingi mpe bisika biye bizali na basali to bisaleli bya koboma moto. Service ya hydrocarbure ebakisi boye na bolandanaka na mobeko 060 mwa 7/10/2006 ‘te esengeli ndako yakobomba biloko biye etongama na biseli bikasi bya koumela ; béton armé etiyama likolo mpo ya kobangisa ‘te moto epalanga noki soko likama lisalemi.

## Bakonzi bapusi kokanga miso

Mikolo miye bakomi kopesi mikanda mya kobomba essence naino btali esika moto alingi kosala mosala mona te. “Nauti kosomba mikanda mipesi ngai ndingisa ya kosala mosala mwa ngai ndenge nalingi”, elobi Kirongozi, moko wa ba Kadhafi. “Mbala mingi bakonzi ya basoda na police bakisa baye ba politikiki nde tomonoko ‘te bang onde bankolo bibombelo bina” elobi moko wa basali ba division ya hydrocarbures. Mpo na Dieudonné Tungulo, chef ya division ya hydrocarbures, Ba-kadhafi mingi babombaka carburants o ndako ya bango mpe mobeko moko te epesi bango ningisa na basali baye bakende konongo likambi liye o ndako ina. Auti kokamata mobeko mopekisi bato kobomba carburants o ndako, pene na zando mpe na parking. “Mbulamatari ya etuka eyebi likambo liye mpe mokano moko kamatema o sanza eye ya mitano”, elobi Jeanne Shuwa, ministre wa etuka atali hydrocarbures. Awa babyangaki ye o sanza ya misato eleki o bosu bwa assemblée provinciale, ayanolaki ‘te kati na bato baye bazali kotosa mobeko mona te ezali bat oba politikiki na bakonzi ba mampinga. “Tosili koyebisa division ya hydrocarbures etika kopesa mikanda na baye balingi kobomba carburants. Ekoki soko moke te ‘te bato bazwa makama mpo na litomba lya boko baye bazali koluka bolamu bwa bango,” eyebisi Jeanna Shuwa.

Christian Uzilo

## MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

## Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

## Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

## Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Bassea, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

## Correspondants en province :

**Isangi :** Joseph Bassay

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Bondo :** Vermont Kote

**Isiro :** Richard Tandro

**Buta :** Collard Limbombe

**Bunia :** Ousmane Sylla

## Traduction :

**Lingala :** Pierre Komba

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

## Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

## Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel** (24 numéros) 20 \$.

**Abonnement de soutien** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani